**PLAN D’ACTION CONJOINT BIANNUEL**

**BURUNDI UNDAF 2019-2020**

**PILLIER 6 : Paix : Paix, Gouvernance et Etat de droits**

1. **Page de garde**

|  |  |
| --- | --- |
| Pays : | Burundi  |
| Pilier de l'UNDAF : | **PERSONNE : INCLUSION, DIGNITE ET EGALITE** |
| Effet correspondant au Pilier : | **Effet 6 : D’ici 2023, les femmes et les hommes, de tout âge et particulièrement les groupes vulnérables, utilisent équitablement les services d’institutions qui garantissent la redevabilité, la paix, l’égalité du genre, la justice, et le respect des droits de l’homme de manière efficace, indépendante et transparente** |
| Présidence du groupe :  | Lead: UNDPCo-lead: OHCHR |
| Membres du groupe (agences Nations Unies participantes) : | UNDP, OHCHR ; UNW, UNFPA, UNICEF, UNESCO, OIM, UNHCR, OMS, UNAIDS, FIDA, UNCDF |
| Durée du plan de travail :  | 2019-2020 |

|  |
| --- |
| **Synthèse (max. 1 page)** *La synthèse contient un résumé de toutes les sections, s’attachant à l’importance et à la pertinence du Plan de travail conjoint, sa contribution au contexte actuel du pays, aux priorités nationales et aux engagements internationaux, les résultats attendus et les bénéficiaires prévus.* Dans les domaines de la paix, de la gouvernance et de l’Etat de droit, l’effet attendu du Plan d’Action Commun (PAC) est que, d’ici 2023, les femmes et les hommes, de tout âge et particulièrement les groupes vulnérables utilisent équitablement les services d’institutions qui garantissent la redevabilité, la paix, l’égalité du genre, la justice, et le respect des droits de l’homme de manière efficace, indépendante et transparente.Ces actions sont en parfaite adéquation avec le Programme National de Développement, notamment l’axe stratégique 13 portant sur la gouvernance qui comprend plusieurs actions parmi lesquelles : le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques en matière de droits humains ; l’appui à la défense des droits des victimes de violation des droits humains ; l’accès équitable des femmes, des hommes et des adolescents aux services sociaux de base ; l’amélioration du statut social et culturel de la Femme dans la Société ; le renforcement des capacités des acteurs clefs de mise en œuvre de la Politique Nationale du Genre ; la contribution à la consolidation de la paix et à la prévention de l’intolérance ; la promotion de l’accélération du développement communautaire équitable ; l’appui à la maîtrise d’ouvrage communal ; le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de la Justice ; l’appui à l’intégration de la lutte contre la corruption et la prise en compte des principes de bonne gouvernance dans l’élaboration et la mise en œuvre des politiques sectorielles  et le renforcement du partenariat entre le secteur public, le secteur privé et la société civile en matière de lutte contre la corruption.Ce volet du PAC est une contribution à la mise en œuvre de l’ODD 16 qui consiste à promouvoir l’avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, l’accès de tous à la justice et la mise en place, à tous les niveaux, d’institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.La PAC met l’accent sur l’accès inclusif aux services essentiels et aux droits, la consolidation de la paix notamment aux niveaux régional et local, le renforcement de la gouvernance locale ainsi que de la redevabilité. Les résultats attendus sont :* Les communautés en particulier les plus vulnérables accèdent de manière équitable aux services administratifs de proximité et sont sensibilisées sur leurs droits :
* Les acteurs locaux (organisations communautaires, administrations décentralisées, organisations de la société civile) ont de meilleures capacités pour favoriser le dialogue inclusif, la prévention et le règlement pacifique des conflits en vue de la résilience communautaire et de la cohésion sociale ;
* Les communes disposent de capacités renforcées en matière de planification, de mobilisation des ressources et de gestion/gouvernance inclusive
* Les institutions judiciaires, les organes de contrôle et les organisations de la société civile, disposent de meilleures capacités de promouvoir la redevabilité et la lutte contre l’impunité

Les bénéficiaires sont l’ensemble des populations de toutes les provinces avec un accent mis sur les celles touchées par les différentes facettes de vulnérabilité : les personnes déplacées internes, les retournées, les victimes potentielles de la traite, les handicapés mentaux ou physiques, les victimes de VBG, les ménages dirigés par une femme seule, les personnes âgés, les mineurs en conflit avec la loi, les rapatriés, les réfugiés, les personnes à risque d’apatridie, les personnes vivant avec un handicap, les personnes vivant avec l’albinisme, les minorités indigènes, les personnes en mouvement, etc.)Le présent volet du PAC met en exergue les synergies inter agences et peut contribuer à expérimenter processus de « delivery as one ». Le budget pour la mise en œuvre du PAC est estimé à 29 947 000 USD. |
| **Total du budget estimé (en USD) : 29 947 000 $**  |  |
| 1. Budget financé (USD) : 19 037 000 $  |
| 2. Budget non financé (USD) : 10 910 000 s |
| **Ventilation des contributions par sources de financement**:  | **Source(s)** | **Contributions (USD)** |
| UNDP | 13 200 000 $ |
| OHCHR | 274 000 $ |
| UNICEF | 2 100 000 $ |
|  | UNHCR | 2 382 000 $ |
|  | UNFPA | 1 396 000 $ |
|  | UNESCO | 798 000 s |
|  | UNW | 90 000 $ |
|  | OIM |  |
|  | OMS | 20 $ |
|  | UNAIDS | 20 |
|  | FIDA | 329 $ |

1. **Plan de travail conjoint biannuel y compris le Cadre budgétaire commun**

|  |
| --- |
| **BURUNDI UNDAF 2019-2020 : PLAN d’ACTION CONJOINT** |
| **PILLIER de l'UNDAF : PERSONNE : INCLUSION, DIGNITE ET EGALITE** |
| **Effet 6 : D’ici 2023, les femmes et les hommes, de tout âge et particulièrement les groupes vulnérables utilisent équitablement les services d’institutions qui garantissent la recevabilité, la paix, l’égalité du genre, la justice, et le respect des droits de l’homme de manière efficace, indépendante et transparente** |
| **Indicateurs/Données de base/Cibles d’Effets/Moyens de vérification**Indicateur 6-1 : Proportion d’enfants de moins de cinq ans possédant un acte de naissance Donnée de base : 66,2% (2016- 2017) ; Cible : 70%Moyen de vérification : EDSB-III (partenaire : ASNU : UNICEF ; PNUD ; HCDH ; UNESCO ; UNW ; UNFPA; PAM; FAO; FIDA)Indicateur 6-2 : Indice de la perception de la corruption Donnée de base : Base : 2,4 (2016) ; Cible : 1,8%Moyen de vérification : Statistiques sectorielles du Mini justiceIndicateur 6-3 : Taux d’occupation des prisons Donnée de base : Cible : 186,8% (2014) ; Cible : 120%Moyens de vérification : Statistiques sectorielles du Mini justice |
| **Produits** | **Indicateurs, données de base, cibles**  | **Moyens de vérification** | **Cadre budgétaire commun****(USD)** |
| **Ressources disponibles** | **Ressources à mobiliser**  |
| **Produit 6-1 Les communautés en particulier les plus vulnérables accèdent de manière équitable aux services administratifs de proximité et sont sensibilisées sur leurs droits** | **6.1.1- Proportion de personnes informées de leurs droits** **Données Base : 0,14% (2017)** **Cible : 5%****Milestone :****2019 :????****2020 :?????****6.1.2- Proportion de personnes ayant bénéficié de l’offre des services administratifs conformément aux standards internationaux** **Données de Base : 35,5% (2017) ;** **Cible : 50%****Milestone :****2019????****2020???** | **Statistiques sectorielles du Mini Justice****Statistiques du Ministère en charge de la Fonction publique** |  |  |
| **Activités conjointes** | **Sous activités** | **Zone d’intervention** | **Agence ONU**  | **Partenaires**  | **Ressources disponibles** | **Ressources à mobiliser** |
|
| 6.1.1. Fournir l’Aide légale, l’accès aux documents d’état civil, de propriété foncière aux personnes vulnérables, plus spécifiquement les femmes, les survivants de VBG, les mineurs, les rapatriés, les réfugiés, les déplacés internes, les victimes potentielles de la traite, les handicapés mentaux ou physiques, les personnes vivant avec VIH, les ménages dirigés par une femme seule, les personnes âgés | 6.1.1.1. Sensibiliser les populations notamment les plus vulnérables (voir colonne à gauche) sur les droits fondamentaux notamment l’accès à la Justice, 6.1.1.2. Appuyer l’accès à la documentation (pièces d’identité, actes de naissance, actes de mariage, etc.) pour les personnes vulnérables y compris les enfants ayant dépassé le délai légal, les rapatriés, les réfugiés et les personnes à risque d'apatridie6.1.1.3. Mettre en place l’interopérabilité du registre de l’état civil et le système de santé6.1.1.4. Plaidoyers pour une assistance médicale des victimes de violation des droits humains avec une attention particulière aux groupes vulnérables (femmes, enfants, personnes vivant avec un handicap, personnes vivant avec l’albinisme et VIH minorités indigènes, personnes en mouvement)6.1.1.5. Faciliter l’accès à l’information sur les services, les droits et les textes législatifs et règlementaires  | Toutes les provinces | UNDP/OIM/ONU-DH/UNICEF/UNFPA/UNHCR/UNW/ UNAIDS/OMS/ FIDA | 🗸 Ministère de la Personne Humaine, des Affaires sociales et du Genre 🗸 Ministère de la Justice 🗸 Association des femmes juristes du Burundi🗸 Collectif des associations des femmes et ONG du Burundi(CAFOB)🗸 Association des femmes journalistes🗸 Association des femmes leaders des communautés de base dans la lutte contre les violences faites aux femmes (RFL/Nyubahiriza)BarreauxASBL  | UNDP :1 200 000OHCHR : 90 000UNICEF : 200 000**UNHCR** : 827 000UNFPAOIMUNWUNAIDS: 20 000OMS: 20 000FIDA: 319 460 | UNDP: 600 000OHCHR : 0UNICEF : 200 000UNHCR : 448 000UNFPAOIMUNWUNAIDS: 10 000OMS:0FIDA: 0 |
| 6.1.2 Appuyer le développement de services de proximité et l’accès aux services au travers les Guichets uniques provinciaux de délivrances des documents administratifs essentiels dans les différentes provinces  | 6.1.7. Développer et généraliser les Guichets uniques provinciaux de délivrances des documents administratifs essentiels dans les différentes provinces | National et Toutes les provinces | UNDP/OIM/UNW | Min InterieurMin Fonction PubliqueMin Sécurité Publique | UNDP : 1 200 000OIMUNW | UNDP :600 000OIMUNW |
| **Produit 6.2****Les acteurs locaux (organisations communautaires, administrations décentralisées, organisations de la société civile) ont de meilleures capacités pour favoriser le dialogue inclusif, la prévention et le règlement pacifique des conflits en vue de la résilience communautaire et de la cohésion sociale** | **6.2.1- Nombre de provinces ayant un cadre de dialogue inclusif et fonctionnel pour la paix et la résilience** **Donnée de base :18 (2017) - faire une phase pour mieux préciser la situation de référence****Cible : 18****Milestone :****2019 ????****2020 ????****6.2.2- % de cas de conflits réglés dans le cadre de dialogue/médiation mis en place dans les provinces/communes par an** **Donnée de Base : 0% (2017)** **Cible :10%****Milestone :?????** | **Statistiques Ministère de l’Intérieur** |  |  |
| **Activités conjointes** | **Sous activités** | **Zone d’intervention** | **Agence ONU**  | **Partenaires**  | **Ressources disponibles** | **Ressources à mobiliser** |
|
| 6.2.1. Renforcer les capacités techniques des autorités locales, réseaux communautaires leaders d’opinion, les jeunes filles, les jeunes garçons et les femmes/filles médiatrices, Rapatriés, Déplacés Internes, les réfugiés, comme agents de changement en matière de réconciliation, de prévention des violences et de cohésion sociale. | 6.2.1.1. Appui à la dynamique de prévention et de résolution pacifique des conflits dans toutes les communes et sur toutes collines, y compris dans les zones de retour et dans des communautés hôtes, à travers le l’accompagnement des mécanismes communautairesDévelopper des espaces inclusifs de concertation et de dialogues pour contribuer à créer un environnement sécurisé de dialogue pour promouvoir la réconciliation communautaire et la cohésion sociale6.2.1.2. Mettre en place d’un réseautage stratégique des femmes leaders à tous les niveaux : du niveau local au niveau national y compris dans les camps de réfugiés ainsi que les zones de retour et dans des communautés hôtes6.2.1.3. Produire un guide sur la base d’éléments culturels pour améliorer la perception des jeunes par rapport au passé6.2.1.4. Mettre en place de Théâtres Forums, une forme interactive de théâtre de rue avec un focus sur l'identification et la guérison des traumas intégré avec promouvoir la réconciliation et la cohésion sociale6.2.1.5. Produire les contenus audio-visuels promouvant la résilience, le pardon et la réconciliation6.2.1.6. Diffuser des messages, spots publicitaires, magazines, vidéos sur la réconciliation focalisés sur les jeunes6.2.1.7. Organiser des séances sur la résilience communautaire dans les zones d’interventions et les réseaux6.2.1.8. Organiser des jeux éducatifs et interactifs sur la réconciliationFormer les jeunes bénéficiaires sur la communication non violente et non-violence activeFormer les jeunes bénéficiaires sur la résolution pacifique des conflits6.2.1.9. Former les leaders de groupes communautaires psychosociaux capables, y compris les femmes médiatrices et les para juristes, à mener des activités de guérison pour les personnes touchées par le traumatisme, la violence ou l'instabilité psychosociale, en particulier touches par la violence sexuelle et sexiste, l'utilisation disproportionnée de la force de police, la traite des personnes ainsi que d'autres évènements violents Réaliser les projets communautaires pour la cohésion sociale | Toutes les provinces | UNESCO/UNICEF/UNFPA/UNW/UNHCR/OIM/UNDP | Université du Burundi-Association Tubiyage-Fondation IntaheMediaCentre UbuntuMinistère de la Jeunesse-ConseilNational de la Jeunesse- PAYNCOP (Pan African Youth Network for a Culture of Peace)-Media- CEEACOIFMinistère de l’Intérieur, de la Formation Patriotique | UNESCO : 560 000UNICEF : 200 000UNFPA : 1 266 000UNWUNDP : 300 000OIMUNHCR: 0OHCHR : 45 000 | UNESCO : 238 000UNICEF : 300 000UNFPAUNWUNDP : 0OIMUNHCR:1,100,000OHCHR : 50 000 |
| 6.2.2. Appuyer le renforcement des mécanismes communautaires de prévention et de résolution des conflits à travers des espaces inclusifs de concertation et de dialogues, de prise en charge, de réparation des délits mineurs commis par les enfants (entre 15 et 18 ans) | 6.2.2.1. Appuyer la dynamisation des comités mixtes de sécurité pour une meilleure prise en compte des activités de résilience.6.2.2.2. Renforcer et mettre à l’échelle un mécanisme communautaire de réconciliation et de réparation des délits mineurs commis par les enfants (entre 15 et 18 ans) | Les provinces du Nord, de l’Est et du SUD | UNESCO/UNICEF/UNFPA/UNW/OIM/UNDP | Université du Burundi-Association Tubiyage-Fondation IntaheMediaCentre UbuntuMin Jeunesse-ConseilNational de la Jeunesse- PAYNCOP (Pan African Youth Network for a Culture of Peace)-Media- CEEACOIFMinistère de l’Intérieur, de la Formation Patriotique | UNDP :700 000UNCEF :100 000UNW : 90 000 | UNDP : 0UNICEF : 100 000UNW : 0 |
| 6.2.3. Appuyer la mise en œuvre et la ratification des conventions /protocole au niveau national | Appuyer la mise en œuvre et la ratification des conventions /protocole au niveau national. | National | UNESCO/UNICEF/UNFPA/UNW/UNHCR/OIM/UNDP | Université du Burundi-Association Tubiyage-Fondation IntaheMediaCentre UbuntuMinistère de la Jeunesse-ConseilNational de la Jeunesse- PAYNCOP (Pan African Youth Network for a Culture of Peace)-Media- CEEACOIFMin Intérieur | UNICEF : 100 000UNHCR : 6 000OHCHR :29 000 | UNICEF :300 000UNHCR : 0OHCHR :40 000 |
| **Produit 6.3 : Les communes disposent de capacités renforcées en matière de planification, de mobilisation des ressources et de gestion/gouvernance inclusive** | 6.3.1- Proportion de communes ayant le budget communal audité annuellementDonnées de base : 0% (2017) Cible : 16%Milestone :?????201920206.3.2- Part du budget d’investissement dans le budget total exécuté par commune Données de base : 500 000 000 Fbu (2017) Cible :500 000 000 FbuMilestone :201920206.3.3- Nombre de communes disposant d’un PCDC participatif et inclusif prenant en compte les besoins spécifiques des groupes vulnérables Données de base : 0 (2017) Cible : 20%Milestone :?????20192020 | Rapport Ministère de la Décentralisation |  |
| **Activités conjointes** | **Sous-activités** | **Zone d’intervention** | **Agence ONU**  | **Partenaires**  | **Ressources disponibles** | **Ressources à mobiliser** |
|
| 6.3.1. Renforcer les capacités techniques des élus locaux, des OSCs et plus spécifiquement des femmes et des jeunes pour le suivi de la mise en œuvre des PCDC | Les provinces du Nord, de l’Est et du SUD | UNW/UNDP | Min InterMin DécentralisationABeloOSCONGs | UNDP : 1 000 000 | UNDP : 0 |
| 6.3.2. Renforcer les capacités techniques des Communes dans la planification du développement local pro-ODD et le suivi/ évaluation tenant des besoins spécifiques des femmes, des hommes et des groupes marginalisés (personnes déplacées, personnes vivantes avec le handicap) | Les provinces du Nord, de l’Est et du SUD | UNDP/UNW/UNCDF | Min InterMin DécentralisationMin DécentralisationCommunes  | UNDP : 1 000 000 | UNDP : 0 |
| 6.3.3. Renforcement des capacités des communes en matière de mobilisation des ressources internes et externes, de gestion budgétaire communales et de maitrise d’ouvrage des infrastructures et de gestion des ressources naturelles et de préservations de l’environnement | Les provinces du Nord, de l’Est et du SUD | UNDP/UNW/UNCDF | Min InterMin DécentralisationCommunes | UNDP : 1 200 000 | UNDP : 0 |
| 6.3.4. Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des Institutions Nationales de formation pour améliorer les capacités techniques des acteurs locaux | National | UNDP/UNDCF | Min InterMin DécentralisationABelo | UNDP : 1 400 000 | UNDP : 0 |
| 6.3.5. Appuyer les acteurs de la planification du développement dans la collecte des données statistiques désagrégées par sexe, âge….  | National | Toutes les agences | ISTEEBULes services statistiques sectorielles et décentralisés | UNDP : 1 000 000 | UNDP : 0 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Produit 6-4 : Les institutions judiciaires, les organes de contrôle et les organisations de la société civile, disposent de meilleures capacités de promouvoir la redevabilité et la lutte contre l’impunité** | **6.4.1- % de personnes de provinces d’intervention ayant accès à la justice, ventilé par sexe et groupes marginalisés****Donnée de base : 0,14% (2016)****Cible :10%****Milestone :??????****2019****2020****6.4.2- Proportion de cas de VBG recevant un jugement dans le système de justice** **Donnés de base : 43,5% (2016)** **Cible : 70%****Milestone :?????****2019****2020****6.4.3- Délai moyen de traitement des dossiers (pénale, VBG et pour le mineur) par type de juridiction****Données de base : 1 à 6 mois (2016)****Cible :1 à 4 mois****Milestone :???????****2019****2020** | **Rapport Ministère de la Justice** |  |
| **Activités conjointes** | **Zone d’intervention** | **Agence ONU** | **Partenaires** | **Ressources disponibles** | **Ressources à mobiliser** |
| 6.4.1. Renforcer les capacités technique et opérationnelles des acteurs de la Justice dans le traitement des dossiers judiciaires, spécifiquement les cas de VBG et des mineur ( e )s en conflit avec la loi et promouvoir la coordination au sein de la chaine judiciaire | National | UNICEF/PNUD/ONU-DH/UNW | Ministère de la Justice | UNDP : 600 000UNICEF : 200 000  | UNDP : 600 000UNICEF : 200 000 |
| 6.4.2. Renforcer le cadre légal et institutionnel de protection des enfants (code de protection de l’Enfant, etc.)  | National | UNICEF | Min Justice | UNICEF : 100 000 | UNICEF : 100 000 |
| 6.4.3. Renforcer le partenariat entre le secteur public, la société civile et le secteur privé en matière de lutte contre la corruption | National | UNDP | Min justiceOSCONGsCour des CompteBrigade Anti Corruption | UNDP : 600 000 | UNDP :1 000 000 |

**Total du budget par Effet pour Pillier I Personne de l’UNDAF**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Effet UNDAF/Agence ONU**  | **Total (USD)**  | **Ressources disponibles**  | **Ressources à mobiliser = écart de financement (USD)** |
| **Total Effet 6** | **29 947 000 $** |  |  |
| UNDP | 13 200 000 $ | 10 400 000 $ | 2 800 000 $ |
| OHCHR | 274 000 $ | 174 000 $ | 110 000 $ |
| UNICEF | 2 100 000 $ | 900 000 $ | 1 200 000 $ |
| UNHCR | 2 382 000 $ | 833 000 $ | 1 548 $ |
| UNFPA | 1 396 000 $ | 1 396 000 $ | 0 $ |
| UNESCO | 798 000 s | 560 000 $ | 238 000 $ |
| UNW | 90 000 $ | 90 000 $ | 0 $ |
| OIM |  |  |  |
| OMS | 20 $ | 20 000 $ | 0 $ |
| UNAIDS | 20 | 20 000 $ | 0 $ |
| FIDA | 329 $ | 319 000 $ | 10 000 $ |

Y intégrer :

Lieux d’intervention

**Observations faites par le Groupe de travail**